

Consommation : la France dans le haut du tableau européen

Fabrice Romans, division Synthèses des biens et services, Insee

En 2009, en France, la consommation effective des ménages par habitant en volume est supérieure de 13 % à la moyenne européenne. La France a un haut niveau de consommation, pour la plupart des biens et services. Le niveau de prix des biens et services consommés est supérieur de 14 % à la moyenne européenne, notamment en raison de prix élevés pour les dépenses de logement. Malgré un resserrement, des écarts importants de prix subsistent dans l'Union européenne, y compris dans la zone euro.

Pour évaluer les niveaux relatifs de bien-être matériel entre pays, la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi sur la mesure des performances économiques et du progrès social recommande de mettre l'accent sur des indicateurs centrés sur la réalité vécue par les ménages, en particulier leur consommation effective (*définitions*). Celle-ci correspond à l'ensemble des biens et services que les ménages consomment, que la dépense correspondante leur incombe ou qu'elle soit prise en charge par les administrations publiques (État, collectivités territoriales et organismes de sécurité sociale). À cette aune, la position relative de la France en Europe est bonne : la consommation effective par habitant après ajustement des parités de pouvoir d'achat (PPA, *définitions*) y est supérieure de 13 % à la moyenne des 27 pays de l'Union européenne en 2009

(*graphique 1*). Cet indicateur varie sur une échelle de un à trois et demi (de 45 % de la moyenne européenne pour la Roumanie à 152 % pour le Luxembourg). Derrière le Luxembourg et le Royaume-Uni (125 % de la moyenne européenne), la France fait partie d'un groupe de six pays (avec les Pays-Bas, l'Allemagne, la Suède, l'Autriche et le Danemark) qui ont un niveau de consommation comparable (de 112 % à 116 % de la moyenne européenne).

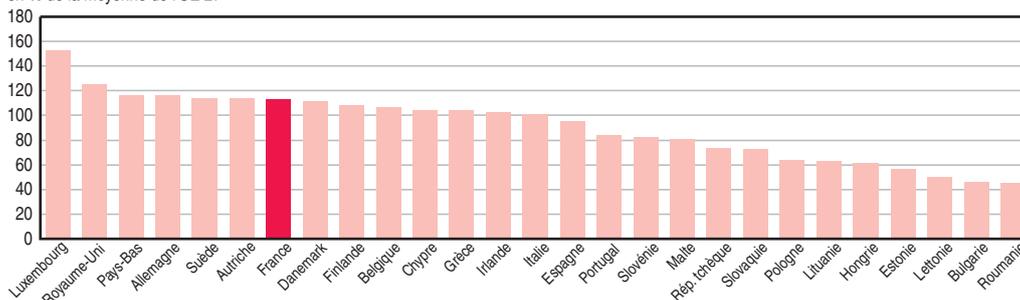
Si l'on s'était fondé sur un indicateur de comparaison internationale plus couramment utilisé, le produit intérieur brut (PIB) par habitant, après ajustement des parités de pouvoir d'achat, la France se serait située au 11^e rang de l'Union européenne, à un niveau supérieur de 8 % à la moyenne des 27 pays de l'Union.

Manger et boire chez soi, un art de vivre à la française

Poste par poste, les volumes de consommation (*tableau 1*) peuvent varier en particulier sous l'influence de facteurs culturels. En se restreignant aux pays géographiquement proches et de taille comparable, le volume de consommation par habitant (*définitions*) en produits alimentaires est relativement élevé en France (118 % de la moyenne européenne) : ce niveau est équivalent à celui de l'Italie, mais il est supérieur à celui de l'Espagne (110 %) et plus encore à ceux de l'Allemagne et du Royaume-Uni (respectivement 93 % et 84 %). En moyenne, un Français consomme trois fois plus de poisson qu'un Allemand et une fois et

① Volume de la consommation effective des ménages par habitant* en 2009

en % de la moyenne de l'UE 27



* Voir définitions.

Source : Eurostat, calculs Insee.

INSEE
PREMIERE

demie plus de viande. En revanche, les consommations de produits à base de céréales et de boissons non alcoolisées sont plus élevées en Allemagne qu'en France.

En France, la consommation par habitant en boissons alcoolisées est supérieure à la moyenne européenne (120 %), derrière l'Allemagne (133 %), mais devant le Royaume-Uni (112 %), l'Espagne (58 %) et l'Italie (48 %). Ces disparités de volumes consommés ne doivent toutefois pas être interprétées en termes de différences de quantités d'alcool consommées. Elles peuvent refléter des différences de niveau de gamme dans les produits achetés. Le niveau élevé de consommation en alimentation et alcool à domicile s'explique aussi par la moindre fréquentation des cafés et restaurants en France. En effet, la consommation dans les cafés, pubs et salons de thé y est l'une des plus basses en Europe, au contraire de l'Espagne, de l'Italie et du Royaume-Uni. La consommation en tabac est, en revanche, relativement faible en France (72 % de la moyenne européenne), devant le Royaume-Uni (68 %), mais derrière l'Allemagne (90 %), l'Italie (110 %) et l'Espagne (152 %). Toutefois, si la consommation est élevée en Espagne, c'est en partie à cause des non-résidents, qui profitent de niveaux de prix relativement bas par rapport au reste de l'Europe.

Une consommation élevée de biens et services liés à l'habitat

La consommation en volume de vêtements et chaussures est légèrement inférieure en France à la moyenne européenne (95 %), en deçà de celles de l'Espagne (100 %) et de l'Allemagne (112 %), et très inférieure à celles du Royaume-Uni (144 %) et de l'Italie (151 %). Cette faible consommation de produits d'habillement en France concerne surtout les vêtements pour adultes.

La consommation relative au logement, à l'eau, à l'énergie et aux travaux domestiques des Français est supérieure de 14 % à la moyenne européenne ; il en est de même pour la consommation en meubles et équipements de la maison. En matière de santé, d'éducation, mais aussi de communication, de loisirs et de culture,

la consommation en volume est également supérieure à la moyenne européenne. C'est le cas aussi pour la consommation de transport, du fait des dépenses de réparation de véhicules.

Quand les États prennent en charge une partie des dépenses des ménages

La consommation effective des ménages comprend également les dépenses prises en charge par les administrations publiques, notamment en matière d'éducation, de santé, ou de logement. Ces dépenses en volume varient dans un rapport de un à trois et demi entre la Bulgarie et le Danemark. Leur niveau en Allemagne est proche de la moyenne européenne, alors que celui de la France lui est supérieur de plus de 25 %. La part de ces dépenses publiques dans la consommation effective des ménages varie fortement d'un pays à l'autre, de 9 % en Grèce à 30 % au Danemark (*graphique 2*). La France

se situe à un niveau intermédiaire (22 %), supérieur à celui de l'Allemagne (17 %). De fait, les administrations publiques françaises (État, collectivités territoriales, organismes de sécurité sociale) prennent en charge 88 % de la consommation des ménages en éducation, 77 % de leur consommation de santé et même 15 % de leur consommation de loisirs et culture, contre respectivement 74 %, 68 % et 7 % en Allemagne.

En France, les prix des services sont élevés par rapport à la moyenne européenne

Les niveaux de prix (*définitions*) diffèrent entre pays de l'Union européenne, bien que ces pays appartiennent à une même union économique. En France, en 2009, les prix sont supérieurs de 14 % à la moyenne européenne (*graphique 3*). En règle générale, les prix sont plus élevés dans les pays européens où le niveau de vie est plus

① Volume de la consommation effective des ménages par habitant*, par catégories de produits en 2009

en % de la moyenne de l'UE 27

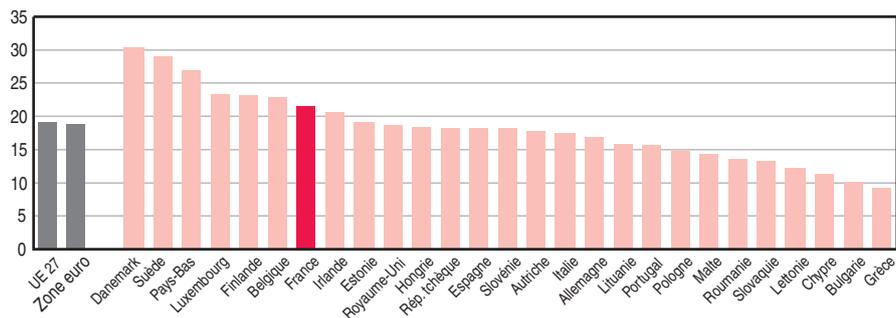
Catégories de produits	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
Consommation effective des ménages	116	96	113	101	125
Alimentation et boissons non alcoolisées	93	110	118	118	84
Boissons alcoolisées et tabac	108	106	93	80	87
Vêtements et chaussures	112	100	95	151	144
Logement, eau, énergie et travaux domestiques	115	79	114	103	119
Meubles et équipements de la maison	137	77	114	128	108
Santé	120	100	119	95	115
Transport	122	88	131	114	133
Communication	137	80	104	97	101
Loisirs et culture	115	96	120	77	144
Éducation	98	90	110	88	102
Restaurants et hôtels	80	205	74	122	157
Biens et services divers	119	85	119	72	152

* Voir définitions.

Source : Eurostat.

② Part des dépenses publiques dans la consommation effective des ménages en 2009

en %



Source : Eurostat, calculs Insee.

élevé (graphique 4), un phénomène bien connu des économistes, sous le nom d'effet « Balassa-Samuelson » (définitions). Au-delà de cet effet, le niveau relatif des prix dépend également du taux de change courant. Ainsi, le niveau des prix au Royaume-Uni apparaît relativement faible (- 4 % en deçà de la moyenne européenne) en raison de la

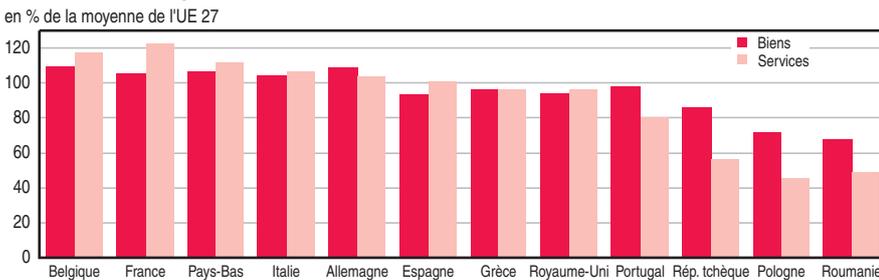
dépréciation de la livre sterling intervenue en 2009 ; à l'inverse, il est très élevé au Danemark (+ 50 % par rapport à la moyenne européenne) en raison de l'appréciation de la couronne danoise. Les différences de niveau de prix entre pays peuvent également être expliquées par des différences de coûts du travail, d'intensité de la concurrence, de

structure des réseaux de distribution et de fiscalité.

Les différences de prix entre pays sont plus importantes pour les services que pour les biens. Ainsi, en 2009, les prix des services en France étaient supérieurs de 22 % à la moyenne européenne, alors que l'écart n'était que de 5 % pour les biens de consommation. En effet, d'une part, les services consommés étant peu échangeables, leurs prix tendent moins à s'égaliser d'un pays à l'autre (graphique 5). D'autre part, le prix des services consommés en France est globalement supérieur à ceux des pays voisins de la zone euro et de taille comparable (tableau 2). En particulier, les niveaux de prix des dépenses liées au logement en France équivalent à 127 % de la moyenne européenne, contre 110 % en Allemagne, 104 % en Italie et 103 % en Espagne. Cela est dû à la relative cherté des loyers et des services de rénovation du logement en France par rapport aux autres pays de l'Union européenne.

En France, les prix des dépenses de communication ainsi que de l'hôtellerie-restauration sont supérieurs de 21 % à la moyenne européenne, et largement au-dessus de ceux de l'Allemagne (94 % de la moyenne européenne pour la communication et 102 % pour l'hôtellerie-restauration). En revanche, les prix de l'alimentation, supérieurs de 10 % à la moyenne européenne, sont à un niveau proche de celui observé outre-Rhin. Par rapport à la moyenne européenne, les prix des viandes, des fruits, légumes et pommes de terre, des pains et produits à base de céréales sont élevés en France. À l'inverse, les prix des boissons alcoolisées et non alcoolisées sont un peu inférieurs en France à la moyenne européenne. Le prix du tabac y est très élevé (134 % de la moyenne européenne), du fait de l'importance de la fiscalité.

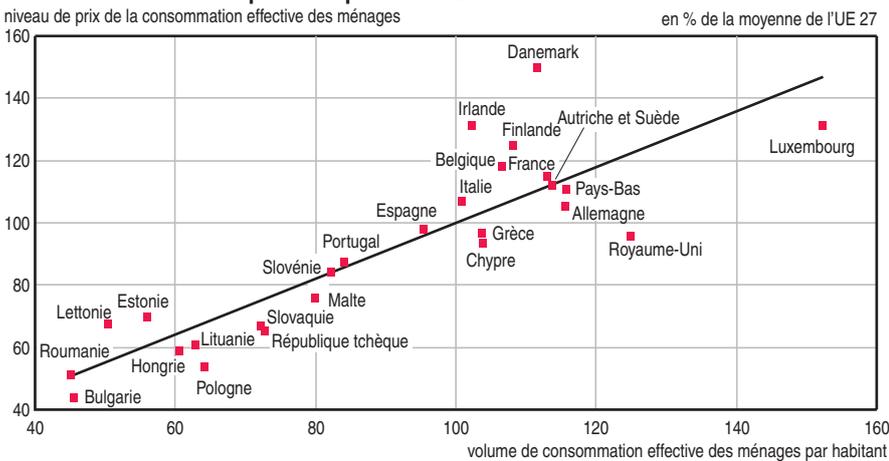
③ Niveaux de prix comparés* des biens et des services des principaux pays de l'Union européenne en 2009



* Voir définitions.

Source : Eurostat, calculs Insee.

④ Corrélation entre les volumes de consommation effective par habitant* et les niveaux de prix comparés* en 2009

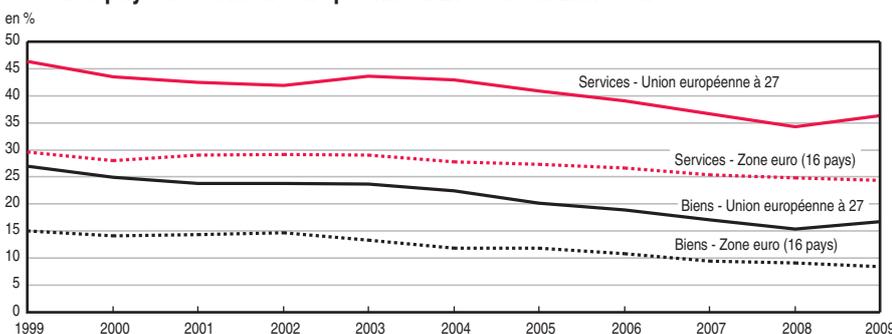


* Voir définitions.

Lecture : en 2009, au Luxembourg, le volume de consommation effective des ménages par habitant est supérieur de 52 % à celui de la moyenne de l'UE 27 ; le niveau de prix de la consommation effective des ménages est supérieur de 31 % à celui de la moyenne de l'UE 27.

Source : Eurostat, calculs Insee.

⑤ Évolution des coefficients de variation* des niveaux de prix comparés* des pays de l'Union européenne à 27 et de la zone euro



* Voir définitions.

Lecture : les différences de prix entre pays de l'Union européenne à 27 ou de la zone euro sont plus importantes pour les services que pour les biens.

Source : Eurostat, calculs Insee.

Les écarts de prix subsistent entre pays, mais se resserrent

Suite à la construction du marché intérieur de l'Union européenne et de l'union monétaire, les prix se sont rapprochés entre pays européens. De 1999 à 2009, le coefficient de variation (définitions) des indices de prix est ainsi passé de 27 % à 17 % pour les biens et de 46 % à

2 Niveaux de prix comparés*, par catégories de produits en 2009

en % de la moyenne de l'UE 27

Catégories de produits	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
Consommation effective des ménages	105	98	114	107	96
Alimentation et boissons non alcoolisées	111	97	110	108	97
Boissons alcoolisées et tabac	103	78	111	108	138
Vêtements et chaussures	104	95	106	105	83
Logement, eau, énergie et travaux domestiques	110	103	127	104	94
Meubles et équipements de la maison	99	105	109	106	93
Santé	105	95	113	118	94
Transport	108	94	103	99	97
Communication	94	130	121	109	94
Loisirs et culture	104	99	112	106	98
Éducation	106	110	116	114	104
Restaurants et hôtels	102	96	121	110	90
Biens et services divers	104	92	114	107	94

* Voir définitions.

Source : Eurostat.

36 % pour les services dans les 27 pays de l'Union européenne. Dans les pays de la zone euro, cet indicateur est passé de 15 % en 1999 à 8 % en 2009 pour les biens, et de 30 % à 24 % pour les services. Les écarts de prix se resserrent mais des différences importantes subsistent, notamment dans les services qui ne sont pas des produits échangeables et donc beaucoup moins sujets à la concurrence que les biens.

Sources

Les PPA (parités de pouvoir d'achat) associées aux dépenses de consommation des ménages sont calculées par le programme d'enquête Eurostat-OCDE qui associe les instituts nationaux de statistique de 37 pays (les 27 de l'Union européenne et 10 autres pays européens associés), dont l'Insee pour la France. Des relevés de prix de produits comparables et représentatifs de la consommation de chaque pays sont effectués dans les pays de l'Union européenne et d'autres pays partenaires. Cela permet le calcul de parités de pouvoir d'achat pour l'ensemble des catégories de biens et de services. **Les PPA associées aux dépenses individualisables des administrations publiques**

sont calculées en estimant le prix des intrants (rémunération des salariés, prix des consommations intermédiaires). Seule exception, l'éducation, où le calcul prend en compte le nombre d'élèves et d'étudiants, mais aussi des indicateurs de qualité (programme PISA d'évaluation des étudiants). Les PPA s'en déduisent en rapportant les dépenses en valeur à l'indice de volume.

Définitions

La dépense de consommation des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement.

La consommation individualisable des administrations publiques correspond aux dépenses de biens et de services financées par la collectivité dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle comprend notamment les dépenses publiques d'éducation, les dépenses hospitalières et les remboursements de soins de ville, les allocations logement.

La consommation effective des ménages est la somme de la dépense de consommation des ménages et de la consommation individualisable des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages.

Elle permet de comparer les niveaux de consommation des pays de l'Union européenne, en tenant compte de la prise en

charge par la collectivité de dépenses au bénéfice des ménages, prise en charge qui varie d'un pays à l'autre. Pour rendre les grandeurs comparables, on divise cet agrégat par le nombre d'habitants du pays. On obtient alors la **consommation effective des ménages par habitant**.

Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont des taux de conversion monétaire qui éliminent les différences de niveaux de prix entre les pays. Dans leur plus simple expression, les PPA sont des rapports de prix exprimés en monnaies nationales pour un même bien ou service.

Le volume de consommation par habitant pour un groupe de produits donné correspond au niveau relatif des dépenses de consommation pour ce groupe de produits, après ajustement des parités de pouvoir d'achat et des différences de population entre pays.

Les niveaux de prix comparés en pourcentage de la moyenne européenne sont des mesures d'écarts de prix entre un pays et la moyenne européenne. Pour un pays et un produit donnés, ils se calculent comme le rapport entre la PPA et le taux de change du pays par rapport à une monnaie de référence (le taux de change est ici défini comme la quantité de monnaie du pays équivalente à une unité de la monnaie de référence).

Le coefficient de variation d'une variable statistique est défini comme le rapport entre l'écart-type et la moyenne. C'est une mesure de la dispersion relative de cette variable.

L'effet « Balassa-Samuelson », introduit par Balassa et Samuelson en 1964, désigne la distorsion dans la PPA due aux différences internationales de productivité relatives entre les secteurs des biens échangeables (essentiellement ceux de l'industrie manufacturière et de l'agriculture) et non échangeables (principalement les services). Cet effet explique que, en règle générale, les prix dans les pays « riches » sont plus élevés que ceux observés dans les pays « pauvres ».

Bibliographie

Svenneby L., « Major dispersion in GDP per inhabitant across the EU », *Statistics in focus* n° 62/2010, Eurostat, décembre 2010.

INSEE PREMIÈRE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : www.insee.fr (rubrique Publications)

Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=abonnements/liste-abonnements.htm>

BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

À RETOURNER À : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 5
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2011

Abonnement annuel : 81 € (France) 101 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____ Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature _____

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14
Directeur de la publication :
Jean-Philippe Cotis
Rédacteur en chef :
Gilles Rotman
Rédacteurs :
L. Bellin, A.-C. Morin,
C. Perrel, C. Pfister
Maquette : É. Houël
Impression : Jouve
Code Sage IP111347
ISSN 0997 - 3192
© INSEE 2011

